

# RÉVO CUL DANS L'ÉDUC POP\* !

*par Franck Lepage, membre de L'ardeur, association d'éducation populaire politique formant à la conférence gesticulée.*



# Analyse

\* Clin d'œil à l'ouvrage célèbre sur la révolution culturelle en Chine, *Révo cul dans la Chine pop*, une anthologie des gardes rouges dirigée par Guilhem Fabre, Paris, Ed. 10/18, 1974.

**Fait nouveau majeur : avec 40% de la population désormais diplômée du supérieur, le gros des associations d'éducation permanente/ populaire – la petite bourgeoisie culturelle – a lentement déserté la question sociale du travail, cœur de la lutte des classes, pour se tourner vers des formes de militantisme « sociétales » qui tendent à moraliser ou psychologiser les problèmes : luttes contre les discriminations identitaires, écologie comportementale, développement personnel anti-conflictuel, agitation anti-complotiste tous azimuts, action culturelle réduite à l'artistique, etc. Dans le même temps, une nouvelle forme militante s'est invitée dans l'espace public : la conférence gesticulée, prise de parole publique autobiographique analysée politiquement en vue de comprendre les effets de système. Résolument matérialiste, son ambition est de recréer une conscience de classe dévoilant la prolétarianisation des classes moyennes instruites, et permettre à nouveau leur alliance avec les classes populaires.**

## TOUTES LES GESTICULATIONS NE SONT PAS VAINES

L'éduc pop est morte, vive la nouvelle éducation populaire! Depuis une trentaine d'années, un groupe de professionnels de l'animation avec la complicité d'un philosophe Belge, Luc Carton, s'était efforcé de redéfinir les contours d'une éducation populaire comprise comme la mise en analyse politique de l'expérience vécue des différentes formes de domination propres aux rapports sociaux du capitalisme. Cette mise en analyse sous-tendait l'idée que nous détenons tous des savoirs utiles pour l'action collective, et qu'il nous appartenait de les mettre en partage. Quoi de mieux qu'une scène pour organiser ce partage et créer un espace public<sup>1</sup>? Pierre Bourdieu n'a eu de cesse de rappeler que les personnes qui vivent des dominations n'accèdent pas nécessairement (et de façon spontanée) à la conscience de ces dominations. Bien souvent, « l'aliénation exclut la conscience de l'aliénation<sup>2</sup> ». De ce fait, le seul recours à l'expérience vécue (quand bien même celle-ci serait mise en récit) est insuffisant. Nous devons alors nous questionner sur les conditions permettant la prise de conscience de nos dominations et de notre aliénation. : « C'est à la condition de socio-analyser sa propre expérience qu'on peut s'en servir politiquement.<sup>3</sup> »

L'objectif de la prise de parole publique intitulée « conférence gesticulée » croise ici la conclusion du sociologue. Toutes les gesticulations ne sont pas vaines! « École, culture, loisirs, consommation, politique, médias... Dans tous ces secteurs, la société fonctionne comme un espace de domination, dont les mécanismes sont dissimulés. Le rôle de la sociologie est de dévoiler ce qui se passe dans les coulisses du social, de vendre la mèche<sup>4</sup>. » C'est aussi le rôle d'une conférence gesticulée. Cela implique alors que celle-ci soit radicale, donc qu'elle s'attaque à la racine des choses, c'est-à-dire aux rapports sociaux de domination (ce qui se passe entre groupes sociaux) et non qu'elle reste au niveau des simples relations sociales (ce qui se passe éventuellement entre des individus). Bloquée au niveau superficiel des relations sociales, une conférence sur la parentalité, l'insertion, l'enseignement, la prévention ou le développement durable se contentera de récits d'anecdotes personnelles pour montrer que ça n'est pas si mal que cela mais que ça pourrait marcher mieux.... Située au niveau profond des rapports sociaux,

1 Au sens où le philosophe Allemand Jürgen Habermas définissait un espace public : « la réunion en un public de personnes privées faisant un usage public de leur raison critique politique. ». Voir Habermas Jürgen, *L'espace public*, Paris, Payot, 1962.

2 Bourdieu Pierre, « Ne quittez pas l'écoute : Égalité ou inégalité des chances en matière d'éducation? Pierre Bourdieu répond aux auditeurs », France Culture, 1977.

3 *Ibid.*

4 Bourdieu Pierre, « Le monde selon Bourdieu », revue *Sciences humaines*, n° 105, mai 2000.

une conférence gesticulée s'obligera à montrer – à partir du vécu de colère ou de frustration des personnes – ce qui fait système de domination au sein de l'organisation du capitalisme dans les dispositifs en question. Ici, l'intime dessine de l'universel, et la culture redevient politique. C'est l'intérêt de la conférence gesticulée comme modalité d'éducation populaire qui se veut critique du capitalisme via l'incorporation des savoirs théoriques « froids » dans l'expérience vécue « à chaud »<sup>5</sup>.

Le mouvement des conférences gesticulées est né de l'action de coopératives d'éducation populaire prenant acte de l'impossibilité de faire vivre une critique sociale par la forme associative subsidiée. Ce fut le cas notamment de la SCOP « le Pavé » créée en 2007 et auto-dissoute en 2014. Le choix de la SCOP, Société Coopérative Ouvrière de Production (devenue par une loi « de simplification » de 2011 *Société Coopérative Participative* (sic) ...<sup>6</sup>) s'était accompagné à l'époque d'un refus de toute forme de subvention, refus qui avait permis une immense latitude critique. Seule une subvention pérenne de fonctionnement sans obligation préalable de projet permettrait une liberté politique équivalente, raison pour laquelle le pouvoir y est opposé.

S'agissant d'éducation populaire/*permanente*, un Français rêverait d'être Belge<sup>7</sup> ! Votre magnifique décret de 76 revisité en 2003 spécifie son rôle de contre-pouvoir, vos syndicats sont puissants et pleins d'adhérents, et vous pouvez vous passer de gouvernement ! La France de son côté n'est pas la septième puissance mondiale par hasard, c'est un pays répressif, autoritaire, doté d'un régime présidentiel aberrant ! Elle est aussi la première productivité mondiale par travailleur ! Burn out et suicides, la souffrance y est générale<sup>8</sup> et pour le psychanalyste Christophe Dejours, cette souffrance au travail atteint son paroxysme dans la vie associative<sup>9</sup> ! Pays capitaliste, la France double son PIB et la richesse en circulation tous les 17 ans : la France *dégueule* de richesse dans une violence d'État généralisée. Or le droit d'association est une loi de liberté publique destinée à permettre et protéger l'existence d'une parole critique dans l'espace public. S'il existe

5 Pour aller plus loin, voir *La conférence gesticulée, histoire, analyse et méthodes*, à commander, ou télécharger gratuitement en PDF sur le site de L'ardeur à l'adresse <https://www.ardeur.net/2024/01/parution-de-louvrage-la-conference-gesticulee/>

6 Dans ce changement d'appellation obtenu par la droite à la demande du patronat, on perd la double référence au monde ouvrier et à la production – vocabulaire de lutte de classes, au profit de la « participation » non conflictuelle.

7 NDLR : l'auteur est bien sûr conscient que la Belgique n'est pas un havre préservé des nuisances du capitalisme, de l'autoritarisme, du moralisme, ou de l'extrême-droite, et que la situation du secteur associatif en Belgique est loin d'être idyllique – la politique du gouvernement Arizona n'annonçant, du reste, rien de bien enthousiasmant pour les prochaines années.

8 Dejours Christophe, *Souffrance en France, la banalisation de l'injustice sociale*, Paris, Seuil, 1998.

9 Peyre Marion (dir.), *Le livre noir de l'animation socioculturelle*, préface de Christophe Dejours, Paris, L'Harmattan, 2004.

des associations militantes non-subsidiées qui utilisent leur liberté de parole à bon escient, quid des associations d'éducation populaire/permanente ?

Personne ne peut prétendre posséder une définition juste de l'éducation populaire. Elle ne peut être définie parce qu'elle n'est pas un *concept*, que l'on pourrait dès lors fixer, mais, comme le propose le chercheur Laurent Châtaignier<sup>10</sup>, une *formule*, derrière laquelle on peut se ranger pour en faire ce qu'on veut. L'ardeur revendique d'être une association d'éducation populaire – mais vous trouvez dans ce monde également le club de yoga du coin ou l'univers de charlatans qui composent la galaxie du développement personnel, entre chinoiseries diverses, prédictions astrologiques, ou vente de pierres chargées en énergie (ne pas oublier de signer vos mails « belle journée »). Et au fond cette impossibilité de fixer dans une définition unique l'éducation populaire est paradoxalement ce qui en fait sa force, sa liberté et sa vitalité ! On y trouve le pire et le meilleur. Mais elle est surtout le siège d'une classe sociale : la petite bourgeoisie intellectuelle, (ainsi que la qualifiait Antonio Gramsci – on y reviendra), si peu intellectuelle hélas aujourd'hui qu'on lui préférera l'appellation de petite bourgeoisie *culturelle*, au sens du dressage des classes moyennes qu'opère « l'État culturel »<sup>11</sup> en France depuis le très légé Malraux<sup>12</sup>. Entendons par là une classe de gens ne travaillant pas ou peu les questions d'approfondissement théoriques, produisant peu d'analyses, et se contentant de rejoindre ou de répercuter des causes toutes faites. Appelons-la par malice la gaugache !

Elle est constituée essentiellement de personnes ayant un capital culturel du fait de leur scolarisation prolongée, mais leur rapport à la réalité est un rapport livresque. On y trouve par exemple des *théatreaux* qui parlent du monde ouvrier ou de l'usine ou des femmes voilées sans expérience de ces réalités, qui montent des spectacles « militants » pleins de bonnes intentions. Ils sont certes indispensables au sens où Gramsci définissait le « bloc historique » susceptible de générer l'insurrection contre le capitalisme comme l'alliance de cette petite bourgeoisie instruite et du prolétariat ouvrier. Indispensables, donc, mais insuffisants. Travailler à cette alliance devrait être le rôle d'une éducation populaire repensée, quand tant est fait pour l'empêcher.

10 Besse Laurent, Chateigner Frédéric, Ihaddadene Florence, *L'éducation populaire*, Paris, L'Harmattan, 2017.

11 Fumaroli Marc, *L'État culturel : une religion moderne*, Paris, Éditions de Fallois, 1991 ; rééd. Livre de Poche, 1999.

12 Todd Olivier, *Malraux, épidémiologie d'une légende*, conférence à Académie des sciences morales et politiques, Paris, 2003. URL : <https://academiesciencesmoraletespolitiques.fr/2003/11/03/malraux-epidemiologie-dune-legende/>

La question de savoir si les associations d'éducation populaire subsidiées peuvent constituer aujourd'hui des contre-pouvoirs a été tranchée. Elles l'ont été jusqu'en 1981 dans une France massivement de droite où les associations d'éducation populaire subsidiées sans préalable de projet ont fait exister une critique virulente dans les communes et exercé toutes formes de contre-pouvoir. La vague massive de municipalités passées à gauche à la fin des années 70, préalable à la conquête du pouvoir par Mitterrand, leur est due en grande partie. C'est le paradoxe d'un militantisme concentré sur la prise du pouvoir et inévitablement déçu une fois celui-ci conquis! Dans une seule fédération d'éducation populaire comme celle de la Fédération Française des Maisons des Jeunes et de la Culture (1.700 MJC) créée en 1947 dans le mouvement progressiste de la Libération, ce ne sont pas moins de 400 associations maisons de jeunes qui sont municipalisées dans le seul mois qui suit « la vague rose<sup>13</sup> » : exit le contre-pouvoir, fin de la récréation! Les associations d'éducation populaire sont invitées à se ranger sous une nouvelle bannière : le *développement local* entendu comme mise en concurrence de tous les territoires sur le modèle de l'entreprise, par l'injonction à l'attractivité, laquelle mène mauvais ménage avec le travail de la conflictualité. Et donc de la démocratie. C'est bien le Parti Socialiste qui met fin à cinquante années de subventions de fonctionnement et aliène les associations dans la nouvelle doxa des projets et des territoires. En 2005, malgré un refus populaire, le traité constitutionnel européen a fixé dans le marbre le projet de privatisation de la totalité des services publics. Les associations subsidiées ont achevé de leur côté leur rôle de création d'un marché du tiers secteur, rôle que leur attribuait le sociologue Alain Marchand<sup>14</sup>. Paix à leur âme.

## LES ASSOCIATIONS ET LE NOUVEL ESPRIT DU CAPITALISME<sup>15</sup>

Une idéologie est dominante si sa fonction idéologique ne peut pas être perçue. On sait gré à Eve Chiapello et Luc Boltanski d'avoir mis à jour l'émergence de la nouvelle configuration idéologique du capitalisme : « la

13 L'historique victoire du Parti Socialiste en France et l'élection de Mitterrand en 1981 sont une étape symboliquement importante, à l'intersection de formidables tensions économiques, (géo)politiques et sociales qui traversent la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle et qui aboutiront à la grande déconfiture de la gauche. Nous renvoyons ici à l'étude de Marion Nicolas, « Pour une politique de l'expression », publiée par l'ARC en 2019, qui revient extensivement sur ce moment, notamment à travers la mise en évidence de l'importation des logiques managériales états-uniennes à l'occasion du plan Marshall et une interrogation critique de ce que furent, avec Mitterrand, les fameuses « Lois Auroux ».

14 Marchand Alain, « Questions à l'association », *Agora débat/jeunesse* N° 31, collection de l'INJEP, Paris, Presses de Sciences Po, 2003.

15 Chiapello Eve, Boltanski Luc, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 2001.

cité par *projets*». Car le capitalisme n'est pas seulement un système économique (la production), et social (la répartition), c'est aussi un système *culturel* qui manufacture notre adhésion aux deux précédents<sup>16</sup>.

L'adhésion culturelle au capitalisme, consciente à droite, inconsciente à gauche, est le fruit d'offensives idéologiques renouvelées qui déploient leurs formes et se réinventent de décennie en décennie. La vague des années 80, a été analysée, et est assez bien connue<sup>17</sup>. On y côtoie pêle-mêle la réhabilitation de l'entreprise et l'imposition du discours gestionnaire à toutes les sphères de la société, y compris les sphères politique ou associative<sup>18</sup>, la relecture révisionniste de la révolution française<sup>19</sup> assimilant toute velléité de changement à l'aboutissement inévitable du goulag, pour ne pas parler de « l'effet Foucault », enfant chéri de la CIA<sup>20</sup> et tremplin des penseurs de la nouvelle droite déguisée en gauche antitotalitaire, conduisant à cette merveille: le pouvoir étant partout, il n'est de fait, nulle part, et il n'y a plus lieu de chercher à l'identifier<sup>21</sup>.

On n'ignorera pas le rôle décisif des think tanks<sup>22</sup> dans l'élaboration des éléments de langage colonisant nos esprits et supprimant dans une logique orwellienne les mots nous permettant de penser négativement le capitalisme. Sans pensée négative, pas de travail des contradictions, et pas de démocratie. La condition d'accès à une subvention étant la soumission à ce langage, on ne peut pas penser contre le capitalisme avec les mots du capitalisme. « Participation », « lien social » et « vivre ensemble » ne sonnent pas comme « lutte des classes », « exploitation », « domination » ou « aliénation »!

Mais c'est dans le champ du travail que l'essentiel s'est joué. « Tout a commencé un jour de 1972 » rappelle Danièle Linhart<sup>23</sup>, aux deuxièmes assises du patronat à Marseille, où il sera expliqué que se débarrasser d'un syndicalisme responsable de la grève générale de 1968 et de la lutte des

16 Chomsky Noam, S. Herman Edward, *La manufacture du consentement*, Paris, Agone, 2008.

17 Cusset François, *La décennie, le grand cauchemar des années quatre-vingt*, Paris, La Découverte, 2006.

18 Besnier Jean-Michel, Thomas Jean-Paul, *Chronique des idées d'aujourd'hui, éloge de la volonté*, Paris, PUF, 1985.

19 Furet François, *Penser la Révolution française*, Paris, Gallimard, 1985.

20 Morin Violaine, « Quand la CIA s'intéressait de près à Foucault, Derrida et Althusser », *Le Monde*, mars 2017. URL: [https://www.lemonde.fr/big-browser/article/2017/03/23/quand-la-cia-s-interessait-de-pres-a-foucault-derrida-et-allhusser\\_5099574\\_4832693.html](https://www.lemonde.fr/big-browser/article/2017/03/23/quand-la-cia-s-interessait-de-pres-a-foucault-derrida-et-allhusser_5099574_4832693.html)

21 Mandosio Jean-Marc, *Longévité d'une imposture. Michel Foucault*, Paris, Encyclopédie Des Nuisances, 2010.

22 Dixon Keith, *Les Évangélistes du marché. Les intellectuels britanniques et le néo-libéralisme*, Paris, Raisons d'agir, 2008.

23 Linhart Danièle, « Tout a commencé un jour de 1972 », *Le Monde diplomatique*, Mars 2006. URL: <https://www.monde-diplomatique.fr/2006/03/LINHART/13261>

classes suppose d'en finir avec la notion de « métier », et que l'urgence est de remplacer les qualifications d'un « savoir-faire » par les « compétences » d'un « savoir être ». Se mettront en place l'individualisation des carrières et le management par compétences dans l'entreprise, les nouveaux référentiels de compétences dans le travail social, et le livret personnel de compétences à l'école sans que la gaugache, adepte émerveillée du « savoir être », n'y voie à mal. La petite bourgeoisie culturelle est comportementaliste en diable : elle croit aux éco-gestes pour sauver la planète, et affirme sans rire que si chacun retirait son argent des banques, le système s'écroulerait. Le paradigme des classes moyennes instruites étant que le changement global viendra du changement des comportements individuels, il s'agit donc bien de « travailler sur le savoir être », plutôt que de s'accrocher aux vieilles idées consistant à fédérer les détenteurs d'un savoir-faire en structures de contre-pouvoir...

Au début des années 80, on subira donc de plein fouet la méthodologie de projet, venue des États-Unis et issue de vagues de théorisations comme celle de la rationalisation des choix budgétaires<sup>24</sup> (RCB) et la gestion axée résultats (GAR), dont elle est l'aboutissement, transformant notre façon d'envisager l'action en ne la pensant plus qu'en termes de résultats concrets dans une logique de capitalisme incorporé. Le projet transforme tout ce qu'il touche en marchandise selon la définition marxiste d'une marchandise : un bien ou un service réalisé professionnellement qui teste sa pertinence sur un marché (en l'occurrence, celui *de la subvention*) contre un bien ou un service équivalent. La méthodologie de projet est une logique d'action anti-conflictuelle tournée vers un résultat évalué par des indicateurs. Elle exclut l'expérimentation, le tâtonnement, le désaccord, le retour en arrière. Pourtant, seule l'absence de résultats envisageables permet une démarche instituante, autorisant la contradiction et le conflit ! La génération d'animateurs ou de travailleurs sociaux née avec la méthodologie de projet, n'a même plus la capacité mentale d'imaginer que l'on puisse travailler à inventer son action en l'absence de résultats anticipés et d'indicateurs. Le projet tue le désir. « Travailler c'est trouver » dit le psychanalyste Yves Clot<sup>25</sup>. Quand on ne peut plus inventer son métier, que l'on est obligé de suivre des protocoles et se conformer à des indicateurs de résultats, on n'a plus de métier. Demandez aux infirmières, au travailleurs sociaux et à toutes les personnes aliénées dans ces *démarches qualité* !

24 [https://fr.wikipedia.org/wiki/Rationalisation\\_des\\_choix\\_budgétaires](https://fr.wikipedia.org/wiki/Rationalisation_des_choix_budgétaires)

25 Clot Yves, *Le travail à cœur, Pour en finir avec les risques psychosociaux*, Paris, La Découverte, 2015.

Or la petite bourgeoisie culturelle qui constitue le gros des associations d'éducation permanente/populaire a tourné le dos à la question du travail, qui reste le cœur du réacteur d'une société industrielle. Le cœur de la lutte des classes, c'est la bataille pour la souveraineté sur le travail. À ce propos, l'économiste et sociologue Bernard Friot rappelle fort utilement que le projet communiste réside précisément en ceci : non pas la quête du pouvoir pour mettre en place les bonnes personnes qui fabriqueront la bonne société, mais le mouvement réel d'émancipation des travailleurs<sup>26</sup>. En 2011 Bernard Friot a créé l'association d'éducation populaire *Réseau salariat*<sup>27</sup>, qui promeut l'idée d'un droit au salaire à la qualification, acquis dès la majorité, détaché de l'emploi, communément appelé « salaire à vie ».

Un *prolétaire* n'est pas défini par sa pauvreté économique mais par son absence de maîtrise sur son travail. C'est ainsi qu'on assiste depuis plusieurs années et plus encore depuis la loi Blanquer en France, à une prolétarisation du métier d'enseignants<sup>28</sup>. Depuis le new public management, la maîtrise de son travail échappe à tout un chacun, reversé dans les protocoles de la démarche qualité ou du management par objectifs. C'est la prolétarisation des classes moyennes instruites. C'est pour cette raison que nous privilégions les conférences gesticulées qui s'appuient sur l'expérience professionnelle et le sens des métiers. Il n'y a pas de plus grande urgence pour l'éducation populaire/permanente que de réinvestir la question du *sens du travail* (que le syndicalisme a abandonné) et de donner la parole aux récits de métiers, aux vécus au travail, et aux transformations catastrophiques du nouveau management partout et en tous lieux. Ce que l'on pourrait appeler les *droits culturels* si la petite bourgeoisie ne ramenait pas sans cesse ce concept au contresens du *droit à la culture* qui lui est si cher – et pour cause ! Nous privilégions les conférences « métier » parce que l'anticapitalisme a un nom : le communisme, qui consiste à reprendre toujours et encore la souveraineté sur le travail. L'urgence est pour nous de donner la parole à des travailleurs qui analysent la façon dont leur métier leur est confisqué dans des suites de protocoles du type « démarche qualité », bien plus qu'à des petits bourgeois éclairés par leurs lectures, qui ont tout compris au FMI et savent expliquer la création monétaire, mais n'ont parfois jamais travaillé, peuvent ne pas travailler, invitent les autres à ne pas travailler (mais à se nourrir correctement sans Gluten), militent pour le tri des déchets pour soulager Veolia, et viennent donner des leçons de démocratie. Les conférences gesticulées

26 Friot Bernard, Vasseur Bernard, *Le communisme qui vient*, Paris, La Dispute, 2024.

27 <https://www.reseau-salariat.info/>

28 Grimaud Frédéric, *Enseignants, les nouveaux prolétaires. Le taylorisme à l'école*, Paris, ESF, 2024.

féministes et antiracistes s'appuient elles-mêmes sur la visibilisation de la division genrée et racisée du travail. Nous abordons donc les trois dominations (racisme, sexisme, classisme) à travers une revendication communiste du travail. Les conférences sur le gluten attendront !

## LES NOUVEAUX MORALISTES : LUTTER CONTRE LES DISCRIMINATIONS POUR NE PAS COMBATTRE LES DOMINATIONS.

Car voici que de nouvelles injonctions s'invitent dans nos structures militantes. Issues du développement personnel, et de certaines luttes LGBTQIA+, elles viennent questionner nos pédagogies d'accompagnement par des injonctions à la « bienveillance », à l'expression des « besoins », à la prise en compte des « identités de genre », des « identités sexuelles », etc. et par une vigilance vis-à-vis de toute forme de discrimination contre des minorités, objectives ou auto-proclamées comme telles. La main sur le cœur, la petite bourgeoisie culturelle lutte contre les discriminations. Toutes les discriminations car le suffixe « phobe » peut être accolé à une infinité inépuisable de minorités identifiées comme telles, sous le regard bienveillant d'un capitalisme qui morcelle le sentiment de classe dans ce que le sociologue Alain Marchand appelait « les catégories fines ». Que l'État et la classe dominante soient eux-mêmes partisans de la lutte contre les discriminations devrait éveiller un petit signal d'alerte. Situer une action éducative d'éducation populaire dans une perspective matérialiste suppose de refuser de se soumettre à ces injonctions qui servent un idéal libéral qui maintient les systèmes de domination en place sous couvert de s'y attaquer. Une approche matérialiste ne confond pas domination et discrimination, et une identité n'est jamais individuelle, mais toujours collective.

Chez les militants nouveaux qui viennent à nous pour construire une conférence gesticulée, nous observons souvent que la notion même de classe est quasiment perdue – a fortiori celle de « lutte » des classes. Or, si il n'y a plus de classes, ou si, plus précisément, plus personne ne sait définir, désigner, se revendiquer de, ou simplement utiliser ce référent qui ne fait plus sens, il reste alors la promotion de comportements individuels vertueux ou la défense de minorités opprimées dans une confusion entre classe et simple communauté. Si nous sommes tous des *classes moyennes*, y compris la caissière de supermarché pourtant inscrite comme « ouvrière » par l'INSEE, il n'y a plus de lutte des classes : il ne suffit pas pour une classe sociale d'exister comme groupe *de fait*, « en soi », pour se constituer

comme classe prise dans un rapport de force avec une autre classe ; il lui faut également les moyens de se reconnaître, de se figurer elle-même dans cette position dialectique, c'est-à-dire d'être « pour-soi ». Notre approche, à L'ardeur, dans notre façon d'accompagner des conférences gesticulées, consiste à retravailler et revisibiliser la notion de classe. Trois exposés sont réalisés pendant la formation : l'un sur le capitalisme, dont nous observons la grande difficulté à l'expliquer au-delà d'une formule creuse où chacun se dit « anticapitaliste » ; un second sur le communisme comme énonciation positive d'une posture « anti » capitaliste, définie comme le mouvement *réel* d'émancipation des travailleurs à travers la bataille pour la maîtrise du travail ; et un troisième, enfin, sur les rapports sociaux de classes. Nous empruntons à cet effet la grille d'analyse de Danièle Kergoat<sup>29</sup> sur les trois niveaux d'interactions sociales à partir de sa métaphore de la mer :

- « l'écume » des « relations sociales » (mon mec descend les poubelles donc l'égalité est réalisée, pas besoin de féminisme)
- « les eaux intermédiaires » des « pratiques sociales organisées » (les infirmières en grève refusant les journalistes masculins)
- « les abysses » des « rapport sociaux », ceux-ci étant toujours définis comme rapports de domination d'une classe sur une autre classe, cette domination passant notamment par l'économique comme lieu et instance du contrôle sur la définition du travail.

Cantonner son militantisme au niveau des relations sociales, c'est se raconter que pisser sous la douche, trier ses déchets ou manger sain sont des actes anticapitalistes qui vont influencer les rapports sociaux : c'est le paradigme de la petite bourgeoisie. Notre travail d'éducation populaire à L'ardeur est d'élargir la focale des gens qui viennent témoigner de leur problèmes, souffrance ou contradictions, et tenter de conforter un militantisme qui essaierait d'agir au niveau des « pratiques sociales ».

C'est dans cette optique que nous choisissons de retenir comme principal critère d'une "domination" un système d'exploitation économique d'une classe organisée selon ses intérêts contre une autre classe.<sup>30</sup> Cette exploitation entraîne évidemment des sous-phénomènes d'aliénation culturelle, de discrimination sociale ou d'oppression politique, mais pour cette perspective, il n'existe que trois grands systèmes de domination dans le capitalisme : le classisme, (la bourgeoisie organisée en classe possédant les

29 Kergoat Danièle, « Comprendre les rapports sociaux », *Raison présente*, n°178, 2<sup>e</sup> trimestre 2011, pp 11-21.

30 *Ibid.*

moyens de production exploite économiquement les travailleurs), le racisme (la classe des blancs organisée internationalement exploite économiquement les populations racisées), le sexisme (la classe des hommes organisée dans des institutions patriarcales exploite économiquement le travail gratuit des femmes, estimé en France à un tiers du PIB soit 600 Milliards annuels, et leur travail salarié dont les montants sont inférieurs). Ces trois dominations sont imbriquées sous forme d'intersectionnalité des dominations : ce sont des femmes-noires-pauvres qui nettoient les TGV à leur arrivée en gare.

Qu'on ne se méprenne pas : le racisme ou le patriarcat ne se réduisent *en aucun cas* à l'exploitation économique, mais attirer l'attention sur leur dimension d'exploitation permet d'élargir la focale et de mieux appréhender la notion systémique de classe.

Dès les années quatre-vingt, la gauche dans son virage néolibéral prend en horreur le principe du primat de l'économique dans l'analyse des rapports sociaux. Tout en elle refuse d'être réduite à des homo aeconomicus d'inspiration marxiste. C'est dans cet abandon que se met en place le primat du culturel sur le politique. Une amie rappelait à juste titre l'importance de « défendre les petites minorités »..., à condition de ne pas oublier l'urgence de défendre les acquis des « grandes majorités », c'est-à-dire les conquêtes inouïes de protection sociale du mouvement ouvrier d'après-guerre. La gaugache regarde placidement la dévastation des acquis (communistes) de 1945 : dévastation de la sécurité sociale, dévastation des retraites, dévastation des droits au chômage<sup>31</sup> !

À L'ardeur, dans toutes nos formations aux conférences gesticulées, nous réaffirmons et réexpliquons le caractère proprement révolutionnaire de la sécurité sociale en France, (« la protection contre tous les risques de la vie ») association de droit privée dirigée par les travailleurs eux-mêmes, arrachée par le ministre communiste Ambroise Croizat en 1946 et le saut

31 En 2007, Denis Kessler, le numéro 2 du MEDEF, l'organisation patronale française, expose son programme : « La liste des réformes ? C'est simple, prenez tout ce qui a été mis en place entre 1944 et 1952, sans exception. Elle est là. Il s'agit aujourd'hui de sortir de 1945, et de défaire méthodiquement le programme du Conseil national de la Résistance ! » (Denis Kessler, « Adieu, 1945, raccrochons notre pays au monde », *Challenges*, 4 octobre 2007. Le site du magazine *Challenges* n'hébergeant plus l'article, nous redirigeons le lecteur vers d'autres plateformes où il se trouve archivé : <http://gesd.free.fr/kessler7.pdf> ou <https://www.legrandsoir.info/adieu-1945-raccrochons-notre-pays-au-monde.html> )

Cinq ans plus tard, le célébritissime Ken Loach, double palme d'or à Cannes et icône justifiée des gauches, sort un film intitulé *L'Esprit de 45*. Escamoté dès sa sortie, on y voit pourtant une Angleterre quasi-communiste dégager Churchill (qui ne s'en remet pas) et arracher la protection et les droits des travailleurs. Mais la gaugache aime les pauvres quand ils souffrent comme Daniel Blake, pas quand ils sont triomphants, conquérants, victorieux sur le patronat. Résultat : film boycotté, censuré. On ne va quand même pas se taper un discours de lutte des classes en guise de soirée ciné !

anthropologique inouï qui a consisté à attacher le salaire à la personne et non à son poste, comme dans le statut la fonction publique créé en 1946 par le ministre communiste Maurice Thorez. Mais la gaugache se moque de sa sécu dont elle croit que c'est un service de l'État qui rembourse des médicaments.

L'urgence de l'éducation populaire aujourd'hui est de s'occuper de la sécu vendue aux mutuelles privées, du chômage vendu aux agences privées de coaching, de la santé vendue aux labos. L'urgence de l'éducation populaire aujourd'hui est communiste! Elle est de faire comprendre les avancées formidables qu'a constitué l'institution pendant plus d'un siècle d'un salariat qui n'a plus rien à voir avec celui que Marx dénonçait à juste titre comme louage d'ouvrage, et auquel la classe dominante veut nous faire retourner à coup d'ubérisation, d'auto entrepreneuriat. N'en déplaise aux niais qui ànonnent dévotement que Marx voulait l'abolition du salariat, et qui osent parler de "détravail".

Bref. La grossophobie, le validisme, la LGBTphobie, le jeunisme, l'adultisme, etc. et d'une façon générale toutes les situations vécues comme minorité discriminée, et dont la liste est extensible à l'infini, ne constituent pas selon nous et selon notre choix de cette grille d'analyse, des systèmes de « domination » : il n'y a pas d'exploitation économique d'une « classe » hétérosexuelle sur une « classe » homosexuelle, pas plus qu'une « classe » des maigres n'exploite économiquement une « classe » des gros! Une communauté n'est pas une « classe ». Il y a bien en revanche contre des communautés des formes de discriminations (à l'embauche, pour avoir un logement, etc.) et il faut les combattre. Mais se contenter de dénoncer les discriminations est pour le système le meilleur moyen de ne pas s'attaquer aux dominations : l'éducation nationale organise des séances d'information contre le racisme, le sexisme ou l'homophobie, mais c'est l'institution qui organise structurellement le racisme, en excluant 30% des pauvres, souvent d'origine immigrée, de l'accès aux études supérieures. L'école est classiste (les riches dans l'école libre), raciste (les arabes en filière techno) et sexiste (les filles dans les matières littéraires ou le soin) mais elle est vertueuse car elle dénonce ces discriminations. La lutte contre les discriminations est le faux nez de droite du capitalisme dans un registre moral. L'accompagnement à la simple dénonciation d'une discrimination, si elle fait l'économie de l'analyse théorique du capitalisme, par paresse intellectuelle ou manque d'outillage théorique est un acte de droite, qui renvoie seulement à une théorie du sujet et de sa souffrance individuelle ou de sa supposée identité. C'est une approche morale antipolitique. Le pouvoir a

un intérêt à diluer et amalgamer les trois dominations dans une fourre-tout de discriminations, et mettre sur le même plan, classisme, racisme, sexisme, validisme, adultisme, et âgisme... etc. Notons que cette confusion-perversion a cours dans nombre d'associations ou de publications d'éducation populaire. (*Permanences Critiques* n'y échappant pas). L'extension illimitée du suffixe « phobe » (transphobe, homophobe, judéophobe, etc.) bloque toute lecture politique d'une discrimination en la sanctuarisant dans une essentialisation victimaire rendue inquestionnable. Le questionnement par certaines féministes matérialistes, désignées par le mouvement transactiviste comme TERF (Trans Exclusionary Radical Feminists) repose notamment sur cet argument : la libre définition du genre annulerait *de facto* la notion de « classe » des femmes et la lutte qui en découle. L'enjeu pour le mouvement transactiviste revient alors à démontrer qu'une lecture matérialiste du phénomène transgenre est possible<sup>32</sup>.

## LES LUTTES IDENTITAIRES CONTRE LA LUTTE DE CLASSES

À ce jour, le mouvement des conférences gesticulées, démarré en 2010, et qui compte un millier de conférences aujourd'hui en France et en Belgique, trouve son public majoritairement parmi la classe moyenne blanche. Pour rester pragmatique, au-delà de toutes les questions fondamentales que soulève ce simple constat et qu'il nous faut éluder ici, il est stratégiquement crucial de faire tendre ce public spécifique vers le *bloc historique* (l'alliance entre la gauche sociale des travailleurs et la gauche culturelle des intellectuels), en l'amenant à comprendre l'inscription de son expérience particulière dans le système capitaliste, c'est à dire à reconstruire une *conscience de classe*. À raisonner à nouveau en termes de classes sociales. L'optique est résolument gramscienne<sup>33</sup> : il s'agit bien de s'adresser aux classes moyennes prolétarisées pour leur donner conscience du fait que, sans maîtrise sur leur travail, enseignants, animateurs, travailleurs sociaux sont en voie de prolétarianisation. C'est à cette condition que les classes moyennes pourront envisager une alliance avec les classes populaires, et cesseront de se boucher le nez en passant devant un rond-point de gilets jaunes, en les étiquant d'extrême droite ou de prolos qui se battent pour le prix du gasoil !

Rien ne s'oppose donc plus à une conscience de classe que la nouvelle doxa de l'identité, nouveau terrain d'activisme capitalo-compatible de la petite bourgeoisie culturelle, sous le regard opportuniste du pouvoir qui a

32 Clohec Pauline, *Après l'identité. Transitude et féminisme*, Paris, Hystériques & AssociéEs, 2023.

33 Gramsci Antonio, *L'hégémonie culturelle*, Paris, Payot, 2024.

besoin de détourner nos regards du massacre de nos droits sociaux...retraite, chômage, santé...Le libéralisme comme théorie du sujet-roi, aux désirs duquel rien ne doit être opposé et surtout pas l'entrave d'une conscience de classe<sup>34</sup>. Le pouvoir endosse alors le temps de jeux olympiques le combat pour l'évolution des mœurs, et la lutte LGBTQIA+ est la dernière marotte de l'Union Européenne et du Forum de Davos qui déclarent sans rire qu'une économie inclusive est une économie plus productive. Que la France qui matraque et éborgne toute forme de manifestation, pourchasse les réfugiés, passe les camps de migrants au bulldozer, exploite les titulaires du RSA et leur impose le travail gratuit, place les jeux olympiques sous le signe de « l'inclusion » donne une bonne idée de la capacité d'humour de la classe dominante.

## ANTI-COMLOTISME ET AUTOCENSURE : DÉSARMER L'EXAMEN DES NARRATIFS OFFICIELS

L'anti-complotisme est une attitude de classe bourgeoise. Il agit comme marque de distinction d'une petite bourgeoisie intellectuelle (papa artiste et maman prof en fac) qui veut se démarquer des classes populaires supposées perméables aux théories conspirationnistes par manque d'instruction et de culture. C'est aussi la classe qui, du fait de ses conditions matérielles d'existence, n'aura souffert ni du confinement ni du télétravail qu'elle prenait comme autant d'aubaines, voire des vacances, contrairement aux ouvriers que ces dispositifs condamnaient à une mort sociale, voire physique. L'idée lui est insupportable d'un monde où une manipulation d'une telle ampleur de la part des multinationales de la pharmacie serait possible. La possibilité offerte de quitter l'inconfort de la contestation, la volonté de croire à la bienveillance de l'autorité et de rallier l'ordre établi afin d'enfin y consentir lui sont trop attrayantes pour être refusées. Totalement indifférente au massacre d'ampleur inédite du droit du travail qu'opère l'exécutif macroniste à la faveur du COVID, et à la liquidation des acquis sociaux dont elle n'a pas à s'inquiéter (recours facilité et encouragé à l'activité partielle, modifications des conditions d'information-consultation des travailleurs, règles sur la prise des congés payés ou le changement de la durée du travail, etc.<sup>35</sup>) ou à la casse des services publics dont elle a les moyens matériels de se passer, la petite bourgeoisie culturelle peut exercer une veille sur la pureté idéologique de la critique sociale, et distribuer anathèmes et excommunications. Il s'ensuit l'impossibilité de désigner comme « totalitaires » des mesures prises

34 Michéa Jean-Claude, *Notre ennemi, le capital*, Paris, Flammarion, coll. Climats, 2017.

35 Sachs Tatiana, « Le droit du travail à l'épreuve du Covid-19 : adaptations et mutations profondes ? », *Le Droit Ouvrier*, 871(3), 2021, pp. 173-179.

par un exécutif tant qu'il conserve les apparences du jeu démocratique. Le confinement pénalement répressif, pouvant aller jusqu'à des peines d'emprisonnement fermes, ou la pénalisation des manifestations ne sauraient être considérées comme une dérive totalitaire ni l'arrêt de l'économie artisanale, ni l'obligation du masque dès 6 ans (2 ans aux USA), ni les restrictions de liberté en cas d'absence de certificat vaccinal, ni la censure des réseaux sociaux et les fermetures de comptes qui s'écartent de la doxa gouvernementale, ni la liquidation accélérée des acquis du droit du travail et de la protection sociale, ni la vente des biens publics, aéroports, barrages, hôpitaux, ni le contrôle bancaire sur la création monétaire dématérialisée, etc.

La crise du COVID aura été une formidable occasion manquée d'éducation populaire : questionner rigoureusement une opération d'ingénierie sociale d'ampleur inédite. Au lieu de quoi, une flopée de petits bourgeois ne courant pratiquement aucun danger du fait de leurs conditions matérielles d'existence, bien portants, bien entourés, ne souffrant ni du confinement qu'ils prenaient pour une opportunité de vacances, (ahah lire enfin Proust et Tchekhov... en profiter pour « revenir à des choses essentielles comme la lecture » conseillait Macron à une France qui compte 1,5 million d'illettrés), ni du télétravail (quelle jouissance de pouvoir enfin rester à la maison et faire son jardin quand on est propriétaire), ni des masques qu'ils ne mettent que quelques minutes par jour pour quitter ledit jardin et aller acheter du pain sans gluten à la coop Bio, une petite bourgeoisie qui s'est mise à distribuer semonce et anathèmes sur ceux qui en souffraient, qui devenaient fous dans leur appartement minuscule, qui s'étouffaient à travailler 8 heures avec un masque, et qui ne pouvaient pas télétravailler leur activité manuelle, manutentionnaires, ouvriers, caissières, etc...ou qui se suicidaient quand elles ne dérouillaient pas sous les coups de leurs conjoints.

Observons-la, cette petite bourgeoisie qui fait toujours de la morale et jamais de la politique, qui s'offusque pour les petits vieux sans jamais s'inquiéter de la privatisation des EHPAD, sans jamais questionner la suppression de 100000 lits en dix ans, écoutons-les se donner bonne conscience en traitant les pauvres d'irresponsables et de complotistes sans avoir jamais levé le petit doigt contre un système dont ils sont les premiers profiteurs. Regardons-les se distribuer des médailles. Artistes qui hurlent qu'on assassine la culture et qui se fichent qu'on assassine le social. Où étaient-ils quand Hollande a supprimé la cotisation finançant les allocations familiales et en a exonéré les patrons ? Et qu'en avaient-ils à faire ? Eux qui n'ont jamais eu besoin des allocations familiales pour boucler le mois et qui reprochent aux pauvres de bouffer industriel et d'aller chez LIDL alors qu'il y a une

BIOCOOP pas loin? Où étaient-ils quand Macron profitait du COVID pour abattre enfin le régime de garantie des salaires, revendication du patronat, eux qui n'auront jamais à souffrir des licenciements collectifs liés aux faillites provoquées par la mise à bas de l'économie réelle. Eux dont les salaires ne craignent rien et qui ont arrêté depuis bien longtemps de se battre pour ceux des autres.

Les gens qui sont de mèche avec le pouvoir ne sont rien d'autre que la petite bourgeoisie culturelle qui accède enfin au pouvoir à la fin des années 70 avec le parti socialiste. Ces gens ne visent qu'à une chose: arriver à mettre leurs idées au pouvoir. Vu que leur seul rapport au monde ce sont les idées, il leur faut une pureté idéologique irréprochable. C'est leur seul rapport au monde et leur seule façon d'exister est une analyse abstraite. Ce sont des grammairiens pour qui une pensée juste amènera une société juste. Et comme ils voient chez la populace des pensées impures, fantaisistes, des superstitions, des bêtises sur les illuminati ou les chem trails, leur mauvaise foi va jusqu'à mettre dans le même sac ceux qui croient aux reptiliens et ceux qui critiquent le pouvoir de la fondation Bill et Melinda Gates qu'ils englobent sous le nom de complotistes.

Il y a une forme de mépris de classe qui consiste à stigmatiser toute personne qui n'a qu'un avis intuitif à partir de ses conditions matérielles d'existence, qui trouve que ça ne va pas, sans forcément raccrocher cela un état de référence sociologique, mais qui est capable de dire que cette politique répressive doit cesser. La suspicion d'être d'« extrême droite » est alors quasi automatique. Dans le discours dominant « complotisme » et extrême droite vont main dans la main. Sauf que c'est dangereux, car ça laisse précisément le terrain de la critique à l'extrême droite qui en récolte les fruits... À force de jouer avec l'extrême droite, on la voit aux portes du pouvoir, conformément à la remarque du dramaturge Bertolt Brecht: le fascisme n'est pas le contraire de la démocratie, mais son évolution naturelle en temps de crise du capitalisme. L'extrême droite est le paravent de la classe dominante.

C'est pourquoi nous avons positionné notre intervention dès le début sur une lecture structurelle, qui nous paraît propre à relever d'une démarche d'éducation populaire consistant à relier ce qui se passe à un système et non à des individus ou à leurs intentions supposées. Il faut raisonner en termes de modifications structurelles des modes de production et d'organisation de la société. Nous parlons ici du capitalisme comme rapports de production et comme rapport social et culturel.

La tendance à l'œuvre, est tout simplement celle d'une nouvelle phase de concentration du capital. De ce point de vue, il n'y a pas de rupture, il y a juste une continuation du capitalisme dans sa propre logique, notamment en ce que permet aujourd'hui la révolution informatique. Pas besoin d'invoquer un « grand reset » pour constater la multiplication des faillites de petites et moyennes entreprises, liée aux mesures affectant directement l'économie au profit de grands groupes, qu'il s'agisse du bâtiment, du tourisme, de l'hôtellerie, de la restauration ou de l'agriculture. Pour ne pas parler de la santé de l'éducation...

## LE COMLOTISME EST DE L'ÉDUCATION POPULAIRE !

« Nous sommes conspirationnistes, comme tous les gens sensés, désormais<sup>36</sup> ». Quand la sagesse populaire sent que quelque chose ne va pas dans le traitement gouvernemental, et qu'elle va chercher où elle peut, en dehors des canaux officiels, de l'information critique, pour tenter d'éclairer ce sentiment de malaise, ceci est dénoncé comme du complotisme. Or, il s'agit à l'évidence de la construction d'une pensée politique. Ce qui est dénoncé comme complotisme est une forme d'accès à l'espace politique. C'est probablement ce qui agace la petite bourgeoisie intellectuelle. Cet accès au politique est dénié et méprisé par les classes moyennes instruites car systématiquement radical lorsqu'elles-mêmes sont systématiquement modérées. Réacs les gilets jaunes, racistes d'extrême droite?! Très rapidement les étiquettes politiques ont été interdites sur les ronds-points et les discussions ont délaissé la question déclencheuse du gasoil (une augmentation décidée pour compenser le cadeau de 50 milliards fait au patronat sans contrepartie sous forme de CICE<sup>37</sup>), et très vite pour investiguer des problèmes de droit constitutionnel : référendum d'initiative citoyenne, mandat impératif révocatoire, droit au salaire à la qualification, etc.

Le complotisme est une autre forme de l'éducation populaire c'est-à-dire de l'éducation politique. S'intéresser à Bill Gates est un sacrement bon signe d'éducation politique. De même que se questionner sur Davos, ou sur les déclarations du patronat à propos d'un hypothétique Grand Reset. Se questionner sur la 5G, sur l'utilisation des nanoparticules, sur les bizarreries d'un « vaccin » qui n'empêchait ni de contracter le virus ni de le

36 Comité invisible, *Manifeste conspirationniste*, Paris, Seuil, 2022.

37 Le Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE), sous la forme d'une exonération de cotisations de cinquante milliards, avait pour objectif de « redonner aux entreprises des marges de manœuvre pour investir » (sic). Il a été notamment absorbé par les grandes entreprises du CAC 40 comme cadeau fiscal, sans contrepartie de création d'emplois. C'est pour le résorber qu'avait été initiée une taxe sur le gasoil, déclencheur du mouvement des gilets jaunes.

transmettre, mais qui a rapporté 32 milliards à Pfizer. Alors je remercie les sites complotiste et les lanceurs d'alerte sans lesquels je ne me serais jamais intéressé ni au problème de l'utilisation des nanoparticules ni à une technologie ARNm qui n'a encore jamais fonctionné en vingt ans mais dont l'imposition a permis une opération d'ingénierie sociale à grande échelle.

Les classes moyennes instruites et diplômées ne sont pas politiques : elles sont moralistes. La petite bourgeoisie intellectuelle est végane et donneuse de leçons. Elle préfère porter du coton et du nylon plutôt que d'embêter les vaches et les moutons. Si les multinationales du coton réduisent des régions entières du Mali à la famine, si les multinationales du pétrole qui fabriquent les fibres synthétiques réduisent des régions entières d'Afrique à la misère, la petite bourgeoisie intellectuelle végane s'en moque. Le sort des moutons l'inquiète plus que le sort des Africains. L'impuissance politique des classes moyennes instruites qui ont renoncé à se battre pour acquérir de nouveaux droits matériels sociaux et politiques se traduit par des combats gentils et à leur portée, mobilisations qui leur procurent la même bonne conscience qu'en tapant sur des casseroles pour les gentilles infirmières... Une fois le covid passé les infirmières seront toujours autant exploitées, tandis que les valeureux moralistes pourront retourner à leurs gentils combats, et se piquer d'écologie ou de culture sans jamais prononcer le mot de capitalisme.

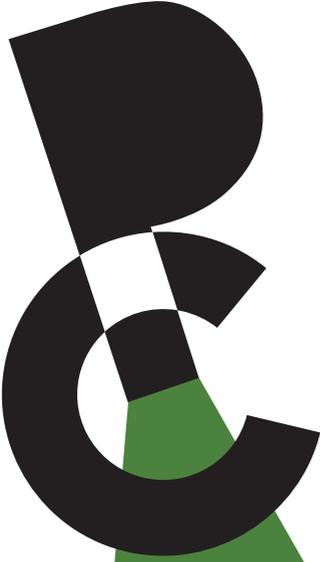
Car c'est à empêcher cette alliance que sert la « culture », véritable vache sacrée de la gau-gauche et de la petite bourgeoisie intellectuelle. Une fois ratatinée à l'art, dans une version « droit à la culture », elle doit être entendue comme l'interdiction et l'impossibilité d'énoncer le conflit social<sup>38</sup> : il s'agit de détourner les classes moyennes instruites de toute alliance avec les classes populaires. La culture comme haine des prolos ! Comme le dira la directrice de France Inter se débarrassant de la dernière émission politiquement subversive, « Là-bas si j'y suis », une émission qui donnait la parole à des syndicalistes et rendait compte de luttes, « France inter n'est pas une radio politique, c'est une radio culturelle ! »<sup>39</sup>. Bienvenue à Charline Vanhoenacker et ses plateaux d'artistes si délicieusement transgressifs. La transgression n'est pas la subversion. La première est morale quand la seconde est politique. L'humour sous la ceinture pour choquer le bourgeois, uriner devant mille spectateurs dans la cour du palais des papes à Avignon ne font pas trembler le MEDEF. L'art contemporain est systématiquement transgressif et constitue un juteux marché du capitalisme.

38 Ritaine Evelyne, *Les stratégies de la culture*, Bordeaux, Presses Universitaires de Bordeaux, 1985.

39 Propos recueilli personnellement au téléphone le jour de son exclusion.

## EN GUISE DE CONCLUSION

Ce que Antonio Gramsci appelle le Bloc historique, est le moment où les deux cœurs de la gauche : le cœur intellectuel de la petite bourgeoisie culturelle, qui a le temps de lire de réfléchir, et d'analyser, et le cœur social des travailleurs – ouvriers, employés, etc. – dont les conditions matérielles d'existences rendent plus difficiles cette capacité de dégager du temps libre, se rencontrent et font alliance contre la classe dominante. Une occasion historique a été manquée en France avec le mouvement inouï des gilets jaunes, que le travail de distinction sociale de la Culture et le fantasme de l'agitation contre l'extrême droite ont empêché d'être rejoint par la gogôche. Gageons qu'à force de conférences gesticulées, ce bloc se reformera un jour. À quand la vôtre ?



**PERMANENCES  
CRITIQUES**